

6 mai 2019

Communiqué de presse :

SPF Finances : le gouvernement décide... de ne pas décider !

Fin 2018, suite à différents problèmes importants au SPF Finances (notamment liés à la pénurie importante de personnel – 1800 recrutements prévus et non encore concrétisés) et le retard dans de nombreux dossiers concernant particulièrement la douane, le front commun syndical avait sollicité une entrevue avec le nouveau ministre des Finances, Alexander De Croo.

Cette première rencontre a lieu le 8 janvier. Une rencontre constructive avec la promesse du ministre de revenir rapidement (dans un délai d'un mois et demi) vers les représentants du personnel.

Ce retour se faisant bien trop attendre, début avril, le front commun syndical a réinterpellé le ministre.

Entre-temps, de nouveaux problèmes sont apparus : réformes importantes à la Douane et à la Logistique, lancement d'une tasksheet particulièrement chronophage à la Documentation patrimoniale...

C'est pourquoi, ce 30 avril 2019, une nouvelle entrevue a été organisée entre le ministre, le président du Comité de direction et les représentants du personnel.

Il ressort de cette rencontre que **le gouvernement a décidé... de ne rien décider et refile la patate chaude au président du Comité de direction du SPF Finances.**

Il en résulte que :

- **La pénurie de personnel s'intensifie !** Les agents du SPF Finances attendent toujours l'arrivée de leurs nouveaux collègues... alors que chaque mois, ils sont nombreux à partir à la pension !

La demande d'un recrutement exceptionnel pour résorber le retard conséquent n'est pas rencontrée.

- **Le ministre ne se prononce pas au sujet des importantes réorganisations structurelles à la douane et à la logistique.**

Or ces réformes sont importantes et auront un impact important pour l'avenir...

Le front commun regrette qu'un gouvernement fasse de tels choix stratégiques en affaires courantes.

D'autant que, par exemple à la douane, les réformes sont axées sur des questions budgétaires et le manque de personnel. Aucune plus-value ne sera retirée de la réforme. Les missions de services publics, de service au monde économique et encore moins de lutte contre la fraude fiscale ne sont au centre des réformes. Sans oublier l'impact néfaste d'un point de vue environnemental.

- Malgré un ICT annoncé comme très performant par le management, l'autorité est incapable de mesurer la charge de travail automatiquement et fait supporter cette nouvelle tâche aux agents déjà surchargés.

Le front commun syndical prend acte que le ministre envoie à la négociation, qui aura lieu ce mardi 7 mai, avec le président du Comité de direction.

Cette réunion sera cruciale. Le front commun syndical exige des actes et non plus des promesses. Il réclamera à nouveau un moratoire sur les réformes actuelles tant que celles-ci n'auront pas montré toutes leurs utilités.

À défaut, le front commun syndical ne pourra garantir la paix sociale au sein du SPF Finances.